

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Maître d'ouvrage :**

**Commune de LIGNAN SUR ORB  
Hôtel de ville  
Rue Raymond Cau  
34490 LIGNAN SUR ORB**

**Objet de la consultation : Construction de salles associatives**

Procédure adaptée passée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics

DATE DU MARCHE :

MONTANT :

IMPUTATION :

Réservé pour la mention "nantissement"

**MAITRISE D'OEUVRE :**

CoO Architectes  
9 rue anterrieu,  
34070 montpellier  
Tel : 04 67 68 19 63  
Mail : [laurent@cooarchitectes.com](mailto:laurent@cooarchitectes.com)

**PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS :**

Monsieur le Maire de Lignan sur Orb

**ORDONNATEUR :**

Monsieur le Maire de Lignan sur Orb

**COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

Trésorerie Municipale  
Centre des Finances Publiques  
108 Avenue Georges Clemenceau . BP64404  
34504 BEZIERS CEDEX



**ACTE D'ENGAGEMENT**

Maître d'Ouvrage : **Commune de Lignan sur Orb**

Opération : **Construction de salles associatives**

**LOT N°**

**ARTICLE 1 CONTRACTANT (entreprise individuelle)**

Je, soussigné,

- Monsieur .....  
..... (Nom et prénoms)

- agissant en mon nom personnel  
- domicilié à .....  
..... (Adresse complète)  
..... et numéro de téléphone)  
.....

- immatriculé à l'I.N.S.E.E. :  
• numéro d'identité d'établissement (SIRET) : .....  
.....  
• code d'activité économique principale (APE) : .....  
.....  
• N° d'identification au registre du commerce (ou au répertoire des métiers) : .....  
.....

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents contractuels qui y sont mentionnés  
- après avoir établi les déclarations prévues aux articles 44 à 55 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et fourni les attestations prévues  
- après avoir fourni les documents ou attestations figurant à l'article R 324-4 du code du travail  
- après avoir pris connaissance personnellement des lieux et des conditions dans lesquelles doivent se faire les travaux, ainsi que les diverses sujétions qu'ils comportent et des obligations des devis, et après avoir apprécié sous ma seule responsabilité la nature et l'importance des travaux définis par les documents contractuels cités ci-dessus

m'engage sans réserve conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de CENT VINGT (120) JOURS à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Maître d'Ouvrage : **Commune de Lignan sur Orb**

Opération : **Construction de salles associatives**

**LOT N°**

**ARTICLE 1 CONTRACTANT (SOCIETE)**

Je, soussigné,

- Monsieur ..... (Nom et prénoms)

- agissant au nom et pour le compte de la Société ..... (intitulé complet et forme juridique de la Société)  
au capital social de .....

- ayant son siège social à ..... (adresse complète  
.....et numéro de téléphone)

- domicilié à ..... (Adresse complète  
.....et numéro de téléphone)

- immatriculé à l'I.N.S.E.E. :
- numéro d'identité d'établissement (SIRET) : .....
- code d'activité économique principale (APE) : .....
- N° d'identification au registre du commerce : .....

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents contractuels qui y sont mentionnés

- après avoir établi les déclarations prévues aux articles 44 à 55 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et fourni les attestations prévues

- après avoir fourni les documents ou attestations figurant à l'article R 324-4 du code du travail

- après avoir pris connaissance personnellement des lieux et des conditions dans lesquelles doivent se faire les travaux, ainsi que les diverses sujétions qu'ils comportent et des obligations des devis, et après avoir apprécié sous ma seule responsabilité la nature et l'importance des travaux définis par les documents contractuels cités ci-dessus

m'engage sans réserve conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de CENT VINGT (120) JOURS à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

**ACTE D'ENGAGEMENT**

Maître d'Ouvrage : **Commune de Lignan sur Orb**

Opération : **Construction de salles associatives**

**LOT N°**

**ARTICLE 1 CONTRACTANT (ENTREPRISES GROUPEES SOLIDAIRES)**

Nous soussignés,

1° contractant

Monsieur ..... (Nom et prénoms)  
agissant en mon nom personnel.....  
domicilié à .....  
agissant au nom et pour le compte de la Société .....  
et immatriculé .....  
sous le numéro .....

1° contractant

Monsieur ..... (Nom et prénoms)  
agissant en mon nom personnel.....  
domicilié à .....  
agissant au nom et pour le compte de la Société .....  
et immatriculé .....  
sous le numéro .....

Contractants suivants .....

Mandataire

M. .... est le mandataire des entreprises ci-dessus groupées solidaires

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents contractuels qui y sont mentionnés
- après avoir établi les déclarations prévues aux articles 44 à 55 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et fourni les attestations prévues
- après avoir fourni les documents ou attestations figurant à l'article R 324-4 du code du travail
- après avoir pris connaissance personnellement des lieux et des conditions dans lesquelles doivent se faire les travaux, ainsi que les diverses sujétions qu'ils comportent et des obligations des devis, et après avoir apprécié sous ma seule responsabilité la nature et l'importance des travaux définis par les documents contractuels cités ci-dessus,

NOUS ENGAGEONS sans réserve conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de CENT VINGT (120) JOURS à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

Le groupement est un groupement conjoint avec mandataire solidaire  
Les membres du groupement sont réputés avoir donné mandat au mandataire pour signer le présent acte d'engagement, les représenter vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonner les prestations, signer en leur nom et pour leur compte les modifications ultérieures du marché



**ARTICLE 2 PRIX**

Les modalités de variation des prix sont fixées au CCAP.

**Article 2.1 - Montant du Marché**

**Article 2.1.1 - Solution de base**

Les travaux relatifs au lot précité seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant hors T.V.A .....	”
T.V.A. au taux de 20%, soit.....	”
Montant T.V.A. incluse .....	”

(en toutes lettres .....  
..... euros TTC)

**Article 2.1.2 - Options obligatoires**

Sans objet

**Article 2.1.3 - Propositions de variantes libres (dossier détaillé à remettre par l'entreprise)**

Non autorisé

**Article 2.1.4 - Montant du marché arrêté par le Maître d'Ouvrage**

**Cadre à remplir par le Maître d'Ouvrage**

Montant du marché arrêté par le Maître d'Ouvrage (base) :

Montant hors T.V.A .....	”
T.V.A. au taux de 20 %, soit .....	”
Montant T.V.A. incluse .....	”

(en toutes lettres .....  
 ..... euros TTC)

**Article 2.2 É Sous-traitance**

**Article 2.2.1 - Montant sous traité désigné au marché**

Les annexes au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement. Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de (en chiffres) :

- montant hors TVA .....
- TVA au taux de 20 %, soit .....
- montant TVA incluse .....

(en toutes lettres .....  
 ..... euros)

**Article 2.2.2 - Montant sous traité envisagé**

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant au représentant légal du Maître de l'ouvrage.

Les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder :

Nature de la prestation	Montant hors TVA	Montant de la TVA	Montant TVA incluse

**Article 2.2.3 - Créance présentée en nantissement ou en cession**

En conséquence, le montant maximal de la créance qui pourra être présentée par l'entrepreneur titulaire est de :

(en toutes lettres .....  
 ..... euros TTC)



**ARTICLE 3 DELAIS**

Les délais sont réputés inclure les intempéries prévisibles et les périodes de congés payés. L'entreprise s'engage formellement à maintenir une activité de chantier normale et ininterrompue pendant toute la durée du délai contractuel, y compris le mois d'août. Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans le délai de 11 mois, compris période de préparation des travaux, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer et conformément au calendrier enveloppe et au phasage imposé dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

**ARTICLE 4 PAIEMENTS**

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit de l'entreprise titulaire ou des entreprises cotraitantes.

- Mandataire :
  - compte ouvert au nom de : .....
  - sous le numéro : .....
  - à : .....
  
- Cotraitant:
  - compte ouvert au nom de : .....
  - sous le numéro : .....
  - à : .....
  
- Cotraitant :
  - compte ouvert au nom de : .....
  - sous le numéro : .....
  - à : .....
  
- Cotraitant :
  - compte ouvert au nom de : .....
  - sous le numéro : .....
  - à : .....

Toutefois, le Maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

L' (les) entreprise(s) désignée(s) ci-après :

- ne refuse(nt) pas de percevoir l'avance forfaitaire telle que définie à l'article 87 du code des marchés publics :
- refuse(nt) de percevoir l'avance forfaitaire telle que définie à l'article 87 du code des marchés publics:

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation, ou de mise en régie à mes (nos) torts exclusifs, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52-401 du 14 avril 1952 modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du Travail (modifié par le décret n° 92-508 du 11.06.92).

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérées plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Mention manuscrite Fait à ....., le .....

"lu et approuvé" signature de l' Entrepreneur

**ARTICLE 5 ATTESTATIONS**

L'entreprise soumissionnaire affirme, sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à ses torts exclusifs, être à jour des obligations, déclarations et attestations découlant des articles 44 à 55 de l'ordonnance du 23 juillet 2015. Les déclarations et attestations similaires des sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement, ou seront fournies avec la demande de leur acceptation et agrément des conditions de paiement.

Fait en un seul exemplaire, à ....., le .....

*Mention manuscrite*

*"lu et approuvé" signature de l' Entrepreneur*

**ARTICLE 6 APPROBATION DU MARCHÉ**

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A ....., le .....

La personne responsable du marché

**ARTICLE 7 DATE D'EFFET DU MARCHÉ**

Reçu notification du marché

A ....., le .....

L' Entrepreneur

## **ANNEXES A L'ACTE D'ENGAGEMENT**

ANNEXE 1 : Engagement d'insertion

ANNEXE 2 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant

ANNEXE 3 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations

ANNEXE 4 : Déclaration sur l'honneur de respect de la réglementation contre le travail clandestin

ANNEXE 5 : Déclaration

## ANNEXE N°1 : L'ENGAGEMENT D'INSERTION

Je soussigné(e),

Nom du signataire : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

- DECLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières et de son annexe et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- M'ENGAGE, si je suis déclaré attributaire d'un ou plusieurs lots comportant une obligation d'insertion, à :
  - réserver, dans l'exécution du marché concerné, un nombre d'heures d'insertion sur la durée du marché, au moins égal à celui indiqué dans l'annexe du cahier des clauses administratives particulières.
  - à prendre contact avec le facilitateur désigné à l'article 10.3 du CCAP, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause
  - à fournir, à la demande de la commune et/ou du Facilitateur, et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

Pour le titulaire  
(signature et cachet)

## ANNEXE N° 2 : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre - en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 - soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de marché public recouvre également les accords-cadres exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par la mission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

### A 6 Identification de l'acheteur

- Désignation de l'acheteur :

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)*

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :

*(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)*

### B 6 Objet du marché public

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)*

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cocher la case correspondante.)

- un document annexé à l'offre du soumissionnaire ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*) ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du  
0 0 0 0 . .

**D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public**

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :
- Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
- En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

**E - Identification du sous-traitant**

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresse postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :
- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :
- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (*Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.*)
- Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ?

 NON OUI

- Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2ème alinéa de l'Art. 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

NON

OUI

<b>F - Nature et prix des prestations sous-traitées</b>	
---	--

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

- **Nature des prestations sous-traitées :**

Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

- **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : í í í í í í í í í í í í í í í í
- Montant maximum HT : í í í í í í í í í í .....  
.....
- Montant maximum TTC : í í í í í í í í í í í í í í í í

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : í í í í í í í í í í ...

- **Modalités de variation des prix :**

**Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros HT sauf certains marchés passés par les services de la défense : article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI





<b>I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant</b>	
--	--

**I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :**

- a) ne pas entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (\*) ;
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**I2 - Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

<b>J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public</b>	
--	--

(Cocher les cases correspondantes.)

**1<sup>ère</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n°2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

OU

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 137 du décret n°2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361 qui est joint au présent document ;

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A..... le.....

A..... le.....

Le sous-traitant

Le soumissionnaire ou le titulaire

(personne identifiée rubrique E du DC4)

(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A..... le.....

Le représentant de l'acheteur :

<b>L - Notification de l'acte spécial au titulaire</b>	
--	--

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas de envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_ , le

## ANNEXE N° 3 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :           ō ō ō ō ō ō ō ō ō ō .ō .Code APEō ō ō ō N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			

**ANNEXE 4 A L'ACTE D'ENGAGEMENT**  
**DECLARATION SUR L'HONNEUR DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION**  
**CONTRE LE TRAVAIL CLANDESTIN**

(déclaration à fournir par chaque entreprise signataire de l'acte d'engagement)

Maître d'Ouvrage : **Commune de Lignan sur Orb**

Opération : **Construction de salles associatives**

Je, soussigné, .....

en qualité de .....

agissant pour le compte de (société, entreprise) : .....  
.....

j'atteste (nous attestons) sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du Code du Travail (modifié par le décret n° 92.508 du 11.06.92).

Fait à : .....

le.....

Signature

## ANNEXE 5 A L'ACTE D'ENGAGEMENT DECLARATION

(déclaration à joindre signée à l'acte d'engagement)

OBJET :

LOT :

Je soussigné :

Représentant de la Société :

Domicilié(e) à :

Déclare avoir pris connaissance des pièces ci-après jointes au dossier de Consultation :

- Le Règlement de Consultation
- CCAP et ses annexes
- CCTP tous corps d'états
- L'ensemble des plans
- Note sur la structure
- Le PGC/SPS et le rapport initial du Bureau de Contrôle
- Arrêté du Permis de construire et ses annexes 2 et 3
- Note de conformité RT 2012
- Le rapport géotechnique

et les accepte telles quelles, sans modification.

Fait à \_\_\_\_\_ ..

Le \_\_\_\_\_ .

Cachet et signature